

## OUGC 38

Projet d'autorisation unique pluriannuelle pour l'irrigation

Enquête publique du 02 janvier au 02 février 2018

### **SYNTHESE DES AVIS DU PUBLIC ET QUESTIONS AU MAÎTRE D'OUVRAGE**

---

#### ***Propos liminaire :***

**Conformément aux dispositions du code de l'Environnement (Article R123-18)**

***« A l'expiration du délai d'enquête, (...) dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles. »***

Les observations du public ont été recueillies soit oralement lors d'échanges au cours des 12 permanences et des 2 réunions publiques, soit par écrit : par courriel, par courrier ou sur les registres d'enquête.

6 documents ont été adressées à la commission d'enquête, dont le mémoire de la CLE du SAGE Drac Romanche comportant son avis, (qui n'avait pas pu être joint au dossier d'enquête pour des raisons de délai) et un mémoire émanant du président de la communauté de communes des Balcons du Dauphiné, ainsi qu'un courrier du maire de Seyssins. Enfin 4 associations agréées pour la protection de la nature et de l'environnement se sont exprimées par écrit. La numérotation utilisée par la DDT lors de la transmission des observations a été conservée. Quand il s'agit de mémoires comportant de nombreuses observations, chaque remarque ou question a été numérotée pour faciliter la lecture des références qui sont faites dans la présente synthèse (voir répertoire ci-joint). Par ailleurs les observations portées sur les 7 registres d'enquête sont au nombre de 15.

Enfin, les observations orales issues des 2 réunions publiques (une trentaine) ont été synthétisées dans les comptes-rendus ci-joints.

**On dénombre ainsi au total quelque 155 observations, toutes sources confondues. <sup>1</sup>**

Par souci de concision et de cohérence, les observations sont regroupées par thématiques, Les questions induites par ces remarques et observations seront complétées, le cas échéant, de questions liées aux avis des SAGE et aux réponses du maître d'ouvrage, joints au dossier d'enquête, ainsi que des éléments que la commission a pu recueillir lors de ses auditions et visites de terrain et enfin de sa propre analyse du projet.

---

<sup>1</sup> Nota : ce décompte ne comprend pas les délibérations des conseils municipaux, certaines arrivées pendant l'enquête publique, d'autre après la clôture, non comptabilisées parmi les avis du public.

**Les observations recueillies peuvent être regroupées en 6 thématiques principales :**

- **Une appréciation globalement favorable du principe d'autorisation unique pluriannuelle (AUP) gérée par l'OUGC mais des craintes formulées par certains agriculteurs quant aux restrictions qui pourraient en résulter et des questions relatives au fonctionnement de l'OUGC**
- **Des critiques sur les manques et imprécisions relatifs à la connaissance de la ressource, induisant des doutes sur la fiabilité de l'état initial qui permet d'évaluer l'impact du changement de procédure**
- **Des interrogations sur la (ou les) méthode(s) de calcul des volumes qui pourraient être autorisés pour l'irrigation dans le cadre de cette procédure d'autorisation unique pluriannuelle et sur les quantités prélevables**
- **Des critiques sur la faiblesse des inventaires faune flore, en particulier dans les secteurs sensibles : zones humides, Natura 2000**
- **Des incertitudes quant à l'effectivité du respect du débit réservé et donc des inquiétudes relatives aux impacts du projet sur le bon état écologique des cours d'eau**
- **Des considérations d'ordre général :**
  - **Un dossier difficile d'accès pour un public non averti**
  - **Un besoin de transparence et d'une meilleure association des différents acteurs pour un diagnostic partagé de la ressource en eau**
  - **L'absence de mesures d'adaptation au changement climatique (article L 211-1 du code de l'environnement)**

Les observations et questions présentées dans cette synthèse sont complétées par les questions détaillées figurant dans le tableau ci-joint, organisées par bassin versant.

## 1- Une appréciation globalement favorable du principe d'autorisation unique pluriannuelle (AUP) gérée par l'OUGC mais des craintes formulées par certains agriculteurs quant aux restrictions qui pourraient en résulter et des questions relatives au fonctionnement de l'OUGC

Dans la plupart des avis d'acteurs institutionnels, mais aussi associatifs, le principe d'une gestion collective de l'irrigation par l'OUGC et la procédure d'autorisation unique pluriannuelle (AUP) sont perçus positivement. Ainsi que le relève par exemple la CLE du SAGE Drac-Romanche (11), *« le passage d'une approche débitmétrique (procédure mandataire) à une approche mixte volumétrique et débitmétrique (procédure AUP) permet de réduire significativement le volume total prélevable autorisé jusqu'à maintenant (...) ce qui permet de mieux préserver l'équilibre quantitatif sur les bassins versants »*. Cette appréciation positive du principe de l'AUP gérée par l'OUGC est également partagée par des acteurs associatifs qui ont néanmoins un avis critique sur le dossier présenté à l'enquête. Ainsi, le Comité Ecologique Voiron Chartreuse (CEVC) (6.1) *« salue le fait que les autorisations de pompage devront désormais être données pour des volumes ET des débits, ce qui constitue une avancée »*.

Parmi les observations émises par la profession agricole, si la culture de la gestion collective, bien développée en Isère, semble constituer un socle rassurant pour les irrigants, le passage de la gestion mandataire débitmétrique à l'autorisation unique pluriannuelle mixte volumétrique et débitmétrique nourrit néanmoins quelques inquiétudes. Celles-ci se sont exprimées notamment lors des réunions publiques qui se sont tenues à la Côte Saint André le 10 janvier et à Saint Marcellin le 18 janvier 2018. En ces occasions, les acteurs du monde agricole ont souhaité des précisions sur la nature des autres usages ou le volume des autres prélèvements : *“Quels sont les usages autres qu'agricoles et comment est faite la répartition ?”*, mais aussi s'enquérir des incidences de cette nouvelle organisation sur leur activité : *“Quelles seront les conséquences concrètes pour les agriculteurs ?”*, comme des sanctions qui pourraient s'appliquer : *“Quels sont les risques encourus en cas de dépassement ?”*. A cet égard, on relève également l'intérêt manifesté par les irrigants présents pour toute possibilité de période transitoire d'adaptation qui pourrait leur être consentie, période qui, en leur permettant de s'adapter à la nouvelle organisation, éviterait des sanctions immédiates en cas de contrôle : *“L'administration devrait faire preuve d'un peu de souplesse pour laisser aux agriculteurs le temps de s'approprier le nouveau mode d'attribution.”*

Des questions portent également sur le coût de ces mesures (redevance à l'OUGC (parts fixe et variable) et à l'agence de l'eau).

La gestion future des prélèvements par l'OUGC constitue également un sujet de préoccupation chez les irrigants. En effet, au-delà de la définition légale des attributions de l'OUGC, le dossier d'enquête ne délivre pas d'information précise à ce sujet. Lors de la réunion publique qui s'est tenue à Saint Marcellin le 18 janvier 2018, cette question du fonctionnement de l'OUGC a été exprimée sous diverses formes et à plusieurs reprises :

*“Qui fait les demandes de volumes ? s’agit-il de groupement d’agriculteurs, de la Chambre d’Agriculture, et comment est-ce réparti ?”*

*“En cas de désaccord [sur l’attribution des volumes] qui va répartir et gérer ? Quel sera le rôle de l’OUGC ?”*

*« Les pompages de l’Isère sont-ils menacés par des restrictions ? »* (Registre Saint Marcellin 2.3)

La récurrence de ces questions et les réponses apportées par la Chambre d’Agriculture lors des réunions publiques ont mis en lumière la nécessité de transparence quant au fonctionnement de l’OUGC.

- ➔ L’article R.211-112 du code de l’environnement prévoit que *« le règlement intérieur de l’organisme unique ou ses modifications doit être transmis au préfet (...) »*. La Chambre d’Agriculture de l’Isère a été désignée OUGC par un arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2013, la commission d’enquête demande donc que lui soit transmis le règlement intérieur de l’OUGC38 (éventuellement modifié depuis la création de l’organisme), qui doit permettre d’apporter des réponses précises à l’ensemble des points relevés ci-dessus.

## 2- Des critiques sur les manques et imprécisions relatifs à la connaissance de la ressource, induisant des doutes sur la fiabilité de l’état initial qui permet d’évaluer l’impact du changement de procédure

Cette thématique fait l’objet d’observations critiques dans les contributions des Associations de Protection de la Nature et de l’Environnement (APNE), ainsi que de la CLE Drac Romanche et de la communauté de communes des Balcons du Dauphiné.

Ainsi par exemple, l’association Lo Parvi (5.3) constate *« avec une grande déception »*, que l’hydrographie n’est absolument pas présentée correctement, alors que l’association a fortement contribué à sa connaissance sur le secteur. Elle s’étonne de ce que ces études, pourtant connues notamment des services de l’Etat, n’aient pas été utilisées pour l’étude d’impact alors que les données sont disponibles. *« Ceci entraîne des approximations et des interprétations qui pourraient se révéler très néfastes pour le milieu aquatique »*. L’approche quantitative par sous bassins versant est ainsi remise en question (5.4) *« car elle ne tient compte, ni du nombre des affluents, ni de leurs dimensions, ni de leur débit »*. L’association Lo Parvi en conclut logiquement qu’il semble *« indispensable de programmer des études complémentaires pour connaître les ressources disponibles »* et en l’état actuel des connaissances, elle émet (5.13) *« les plus grandes réserves à toute possibilité d’augmentation des prélèvements sur le secteur Bourbre et Haut-Rhône Dauphinois »*.

De plus, les cartes présentées en annexe de l’étude d’impact ne permettent pas de se repérer avec précision, comme cela a pu être constaté lors d’une permanence à Grenoble (3).

En écho avec ces remarques, le président de la communauté de communes des Balcons du Dauphiné (12.1) relève que, selon le dossier d’étude d’impact *« il existe un manque de données, un manque de*

*connaissances sur l'état de la ressource »* sur l'unité de gestion Isle Crémieu- Pays des Couleurs ainsi que Bourbre aval et Catelan et il s'étonne : *« Evaluer des volumes prélevables tout en reconnaissant une très faible connaissance de l'état de la ressource me semble pour le moins discutable »*. Il évoque par ailleurs une étude « échomorphologique » en cours de réalisation et fait également référence à l'inventaire des cours d'eau mené par l'association Lo Parvi *« qui alertait déjà sur la fragilité de ces milieux par rapport aux prélèvements »*. Divers points précis relatifs au défaut de connaissance de l'état initial sont détaillés dans cette contribution.

Cette défiance est également perceptible dans les observations présentées par le CEVC qui relève (6.3) que les nappes de la Morge et la Fure sont *« mal connues et de faible extension »*, et ce d'après l'étude d'impact, d'où une incompréhension face aux hypothèses d'augmentation des prélèvements *« tant qu'on ne connaît pas bien les nappes et leur vitesse de renouvellement »*. Le CEVC doute également (6.4) que le dossier tienne compte des prélèvements de toutes natures, notamment l'industrie et l'eau potable dans un contexte d'accroissement démographique du Pays voironnais et évoque des projets de remise en état de certaines micro-centrales électriques (6.5) qui ne semblent pas avoir été pris en considération.

La FRAPNA, dans son analyse relève quant à elle que *« le tableau (de la p.57) ne tient compte que des prélèvements (industriels) mais pas des restitutions »*, et estime (9.3) qu'il y a confusion entre les notions de prélèvement et de consommation. Elle relève également que les pressions sur le milieu auraient été analysées différemment si on avait tenu compte de l'évaporation liée à l'irrigation.

Pour la CLE du SAGE Drac-Romanche (11.1), *« les données présentées dans le dossier ne sont pas représentatives de la réalité de la disponibilité de la ressource en eau et de tous les prélèvements sur le bassin du Drac (alimentation en eau potable, hydroélectricité, etc.) »*, d'où la nécessité d'intégrer dans l'AUP une clause de révision des volumes attribuables en fonction des résultats des études inscrites au SAGE pour améliorer la connaissance de la ressource (11.3).

- ➔ En l'absence d'avis exprimé de l'Autorité environnementale, la commission se réfère à la note de cadrage produite par la DDT de l'Isère en septembre 2014, (et notamment les paragraphes 2.2.1 « Caractérisation du fonctionnement des hydrosystèmes de la zone d'étude », 2.2.2 « Description de la ressource en eau souterraine » et 2.2.3 « Description de la ressource en eau superficielle ») ainsi qu'à la contribution de la DREAL en date du 10 septembre 2014. Il est demandé au maître d'ouvrage de justifier si et comment les indications portées dans ces deux documents de cadrage ont bien été respectées, à la lueur des interrogations ci-dessus exprimées ainsi qu'à celles, plus ponctuelles figurant dans les observations suivantes :
- Lo Parvi : 5.5, 5.6
  - Le Pic Vert : 8.4, 8.5
  - FRAPNA : 9.6, 9.7, 9.9
  - CLE Drac-Romanche : 11.9, 11.10, 11.11
  - Balcons du Dauphiné : 12.5, 12.10, 12.19, 12.20, 12.22, 12.24, 12.25, 12.29, 12.35, 12.36, 12.40, 12.43, 12.44

### 3- Des interrogations sur la (ou les) méthode(s) de calcul des volumes qui pourraient être autorisés pour l'irrigation dans le cadre de cette procédure d'autorisation unique pluriannuelle et sur les quantités prélevables

L'étude d'impact propose d'évaluer l'impact de ce projet en comparant les volumes qui pourraient être autorisés annuellement pendant 10 ans avec ceux qui étaient théoriquement prélevables annuellement dans le cadre de la procédure mandataire, qui consistait en des autorisations débitmétriques. Comme souligné par plusieurs contributeurs lors de l'enquête (par exemple FRAPNA 9.5, 9.6, 9.10, 9.19), et ainsi que la commission d'enquête a pu le comprendre lors de ses auditions de certains techniciens des SAGE concernés, cette approche est très théorique, car les pompages ne sont pas de façon permanente 24h/24 pendant 6 mois, mais de façon intermittente. Les données pertinentes pour comparer l'état initial avec les informations du projet sont donc les relevés des pompages réellement constatés sur les années de référence (normalement 2003 à 2014), pour la moyenne annuelle et pour le maximum annuel. Extrait de la contribution de la FRAPNA : « La référence permanente et récurrente et sans doute tactique, à la procédure dérogatoire « mandataire » ... le calcul tout théorique ainsi mené conduit à des volumes le plus souvent sans commune mesure avec les besoins réels ... et avec les contraintes naturelles ».

Le fichier Excel ci-joint (Volumes prélevés.V4.xlsx), établi par la commission d'enquête d'après le dossier a été adressé au maître d'ouvrage le 24/01/2018. Dans sa réponse du 29/01/2018, le maître d'ouvrage a validé les ordres de grandeur ainsi obtenus. Il permet d'établir la comparaison entre les volumes prélevés (en moyenne et en max) et les autorisations qui sont proposées, pour chaque unité de gestion. Le total des autorisations proposées est en très forte augmentation, dans toutes les unités de gestion. **Ainsi, le total pour toutes les unités de gestion des autorisations proposées est de 58 % supérieur au maximum annuel prélevé.** Cette très forte augmentation semble contradictoire avec la méthode proposée, qui prévoit soit un gel des prélèvements (généralement quand des Etudes Volumes Prélevables – EVP – ont été réalisées, dans les zones critiques), soit une augmentation maximum de 20 % par rapport au maximum annuel, en intégrant les nouveaux projets.

Etude d'impact p. 452 : « Le « volume prélevable pour l'agriculture » retenu par l'OUGC a été déterminé de différentes façons selon les cas :

- Cas des bassins versants concernés par une étude des volumes prélevables globaux : le volume prélevable agricole a été déterminé sur les bases des conclusions et préconisations de cette étude et de la concertation,
- Pour les autres cas : le volume prélevable agricole est déterminé par défaut comme étant le volume annuel maximum prélevé entre 2003 et 2014 additionné des nouveaux projets de prélèvements ; il est augmenté d'une marge de 20% permettant d'anticiper une augmentation potentielle des prélèvements au cours des 10 prochaines années (durée de la demande d'autorisation unique pluriannuelle). »

Les explications données dans l'étude d'impact et complétées par la Chambre d'Agriculture (dans la réponse en date du 29/01/2018 aux calculs présentés par la commission d'enquête sur la version V3 du fichier xls) évoquent de nouveaux prélèvements autorisés après la période de référence ainsi que de nouveaux projets. Or, comme souligné par la FRAPNA (9.7), ces projets ne sont pas présentés dans le dossier : « La définition des nouveaux projets de prélèvement n'est pas donnée. S'agit-il de dossiers existants validés par des tiers ou de simples intentions exprimées oralement ? Pourquoi ne sont-ils pas intégrés dans les 20 % de marge ? Ces anticipations sans justification sont présentées comme une réponse à la longueur de l'autorisation ... 10 ans. »

De manière générale, la CLE du SAGE Drac-Romanche estime que les données présentées dans le dossier ne sont pas représentatives de la réalité de la disponibilité de la ressource en eau et de tous les prélèvements sur le bassin du Drac (11.1). L'étude d'impact semble donc peu lisible, y compris pour les acteurs les mieux informés, d'où il ressort une perception d'opacité sur le mode de calcul des volumes prélevables.

La communauté de communes des balcons du Dauphiné souligne (12.41) que : « *La comparaison entre le volume prélevable et le volume autorisé ne semble pas approprié. En effet, le volume autorisé reste très théorique, et, heureusement non appliqué en tant que tel.* »

Concernant les volumes prélevables en eaux souterraines, la référence prise dans l'étude d'impact est le volume annuel de renouvellement de la nappe. La seule comparaison du volume prélevable à ce volume annuel de renouvellement semble limitée en termes d'analyse des impacts. Sur les 4 bassins en déséquilibre quantitatif (4 vallées, BLV, Est-Lyonnais et Sud-Grésivaudan), des Etudes des Volumes Prélevables (EVP) ont été faites, qui suite à concertation se traduisent par des Plans de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE). Les quantités actées par ces PGRE sont inférieures aux quantités de l'étude d'impact, d'où une source d'incohérence et d'incertitude. Exemple la CLE BLV a émis un avis favorable (joint au dossier d'enquête), avec la réserve suivante sur les eaux superficielles : la CLE a validé que la moyenne 2003-2009 soit le maximum alors que l'étude d'impact envisageait que cela soit la moyenne. Sur les autres secteurs, il y a peu de données cohérentes et peu de justification des quantités prélevées, en hausse importante, en particulier pour les eaux souterraines.

Par ailleurs, certains contributeurs, par exemple la FRAPNA (9.11), relèvent que ces augmentations de prélèvement ne sont pas corrélées avec la progression des surfaces irriguées.

Le président de la CLE du SAGE Bourbre souligne que « *la méthodologie de calcul de l'estimation des volumes de recharge de nappe utilisés pour quantifier l'impact des volumes prélevables devra être explicitée.* »

Le CEVC souligne que, pour les nappes de le Morge et de la Fure, l'étude d'impact reconnaît une méconnaissance et en conclue que « *tant que l'on ne connaît pas bien les nappes et leur vitesse de renouvellement, on ne pompe pas dedans* » (cf. 6.3)

**La commission d'enquête demande donc des explications sur les points suivants :**

- ➔ Comment justifier ces très fortes augmentations des prélèvements demandés en comparaison avec les années de référence ?
- ➔ Quels sont les nouveaux projets pris en compte ? Et pour chacun, pour quelles quantités de prélèvements ?
- ➔ Pourquoi ces nouveaux projets n'ont-ils pas été intégrés dans la marge, déjà importante, de 20 % ?
- ➔ Quelle est la corrélation entre les volumes demandés et les surfaces irriguées ?
- ➔ **Il est demandé au maître d'ouvrage de fournir un tableau récapitulatif, pour chaque unité et sous-unité de gestion, des volumes susceptibles d'être effectivement autorisés par le préfet, en regard des moyennes et des maximums prélevés sur la période de référence.**

D'autre part, les études EVP, les Plans de Gestion de la Ressource en Eau – PGRE et les Schémas de Gestion de l'eau – SAGE, sont dans un état d'avancement différent suivant les bassins. Certains sont

approuvés, d'autres en cours d'élaboration ou de révision. L'ensemble des SAGE (ex. SAGE Drac-Romanche 11.3, 11.4) demandent de pouvoir réviser les volumes attribués à mi-parcours (au bout de 5 ans d'autorisation), en fonction des bilans annuels de prélèvements, et en intégrant les volumes contenus dans les documents approuvés entre temps. « *La CLE Drac-Romanche demande à ce qu'il soit possible d'intégrer les évolutions dans un bilan à mi-parcours et de juger de la nécessité de réviser ou non les volumes attribués à l'irrigation sur son périmètre.* » Le projet de SAGE BLV, validé par la CLE en septembre 2017, n'est pas encore approuvé. Sa prise en compte n'est pas décrite.

- ➔ Quelle est la procédure prévue d'intégration des données des documents approuvés pendant la durée de l'autorisation ?
- ➔ Une révision complète à mi-parcours des données de prélèvements autorisés est-elle prévue ?

De nombreuses interrogations détaillées concernent les quantités prélevables pour certaines unités de gestion :

- La nappe BLV est en situation critique et seule la pluviométrie permet le rechargement. Beaucoup d'aménagements antérieurs empêchent le rechargement par infiltration.
  - Le SAGE Bourbre souligne « *la nécessité de mettre en place des suivis par l'OUGC pour mieux comprendre les impacts sur la nappe* » en particulier sur le secteur Catelan.
  - La CLE Est-Lyonnais a émis des remarques par rapport au dossier OUGC38, qui devront être prises en compte :
    - Une marge de 20% de prélèvement supplémentaire est impossible, alors que le bassin est en déficit quantitatif. Cela a été admis dans le mémoire en réponse.
    - Accord sur les mesures proposées de pilotage et d'économie d'eau
    - Le volume de 75400 m3 indiqué dans le dossier est une erreur à corriger.
  - Remarques de l'association Lo Parvi (5.4, 5.5, 5.6, 5.13)
  - Remarques de l'association CECV (6.3, 6.4, 6.8)
  - Remarques de l'association Le Pic Vert (8.3, 8.4, 8.8)
  - Remarques de la FRAPNA (9.12)
  - Réponse de la CLE Drac-Romanche (11.1, 11.2, 11.3, 11.4, 11.6, 11.7, 11.8, 11.9, 11.12, 11.13, 11.14)
  - Contribution de la communauté de communes des balcons du Dauphiné (12.1, 12.2, 12.3, 12.8, 12.10, 12.11, 12.12, 12.15, 12.16, 12.17, 12.18, 12.21, 12.28, 12.29, 12.30, 12.38, 12.39, 12.40)
- ➔ **La commission d'enquête demande qu'une réponse détaillée soit apportée à chacune de ces interrogations.**

## 4- Des critiques sur la faiblesse des inventaires faune flore, en particulier dans les secteurs sensibles : zones humides, Natura 2000

Les associations qui se sont exprimées sur le projet sont toutes critiques à l'égard des inventaires faune flore, notamment LO Parvi dont la contribution, très détaillée est particulièrement sévère à l'égard du dossier. Ainsi elle estime (5.7) que « *concernant les espèces, l'étude d'impact est affligeante : les seules espèces mentionnées sont les poissons, les espèces protégées visées par la Directive Habitats, Faune Flore ne sont pas du tout*



*indiquées* ». Elle précise, par exemple sur le ruisseau du Valençay, que des données partagées avec la Fédération de la Pêche sont disponibles, ainsi que sur la fiche ZNIEFF correspondante, le ruisseau étant par ailleurs partiellement classé en ENS géré par la commune. Elle liste des espèces non mentionnées : poissons (lamproie de Planer, chabot, loche d'étang, blageon), mammifères (loutre, castors) et autres espèces visées par la directive Habitats (écrevisse à pieds blancs, libellule) sans parler des plantes « *qui n'ont pas voix au chapitre non plus* » dont l'hottonie des marais et le rubanier immergé, espèces protégées à l'échelon régional. Lo Parvi relève également (5.8) qu'« *il n'est jamais fait mention des espaces naturels sensibles, alors que plusieurs ruisseaux et zones humides associées (notamment sur la Save) en abritent et sont directement concernés par les prélèvements en eau pour l'irrigation* ». Elle évoque enfin des prélèvements (autorisés ?) dans le grand étang de Mépieu, réserve naturelle dont Lo Parvi est gestionnaire et elle relève que cette pratique est en contradiction avec le règlement de la réserve naturelle régionale. L'association estime enfin que « *au sujet de Natura 2000 le dossier d'incidence est quasi nul* » alors que sur l'Isle Crémieu il existe des documents et que le gestionnaire du site n'a pas été consulté.

Cette indignation est partagée par la FRAPNA, qui, quant à elle, estime (9.14) « *totalelement indigente* » la prise en compte des zones Natura 2000 : « *son traitement est rendu plus insupportable encore par la référence récurrente à la procédure mandataire, pour bien montrer que la situation future ne sera pas pire que la précédente, ce qui ne correspond pas du tout à ce que l'on est en droit d'attendre d'un document d'incidence* ». Et elle s'interroge sur la phrase mentionnée p.679 du dossier : « *Les nouveaux prélèvements en zone Natura 2000 feront l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000* », qui selon elle « *prépare en fait l'affrontement de deux logiques sur ce territoire alors que le présent document avait pour but de les prévenir* ».

- ➔ En l'absence d'avis exprimé de l'Autorité environnementale, la commission se réfère à la note de cadrage produite par la DDT de l'Isère en septembre 2014, (et notamment les paragraphes 2.2.4 « Description des milieux inféodés à l'eau », 2.3.7 « évaluation des incidences au titre de Natura 2000 » et 2.7 Point 7 « éviter, réduire, compenser ») ainsi qu'à la contribution de la DREAL en date du 10 septembre 2014, laquelle stipule notamment : « *si une approche sur tout le département ne permet raisonnablement pas d'être exhaustif sur toutes les thématiques, il conviendra que les aspects « eau et milieu aquatiques » soient bien développés* ».

Il est demandé au maître d'ouvrage de justifier si et comment les indications portées dans ces deux documents de cadrage ont bien été respectées, à la lueur des interrogations ci-dessus exprimées ainsi qu'à celles, plus ponctuelles figurant dans les observations suivantes :

- Lo Parvi 5.7, 5.8, 5.9, 5.10, 5.13
  - CEVC : 6.2, 6.4, 6.6
  - Le Pic Vert : 8.2, 8.6
  - La FRAPNA : 9.13, 9.14
  - La communauté de communes des Balcons du Dauphiné : 12.9, 12.14, 12.34, 12.41
- ➔ Il est également demandé de fournir une cartographie précise et complète par unité de gestion indiquant les différentes protections (ENS, ZNIEFF, Natura 2000) et les captages existant dans celles-ci ainsi qu'une justification de l'existence même de ces captages.

## 5- Des incertitudes quant à l'effectivité du respect du débit réservé et donc des inquiétudes relatives aux impacts du projet sur le bon état écologique des cours d'eau

De très nombreuses interrogations portent sur le débit réservé des cours d'eau, sur son respect et sur les conséquences écologiques.

L'étude d'impact p. 451 définit certaines notions :

« Le « **QMNA5 influencé** » est le débit mensuel d'étiage ayant une probabilité d'être atteint une année sur 5. Il est influencé car les valeurs de débits disponibles sur la Banque Hydro sont enregistrées sur des appareils de mesure (limnigraphes) et prennent donc déjà en compte les prélèvements existants.

Le « **QMNA5 reconstitué** » est le débit mensuel d'étiage ayant une probabilité d'être atteint une année sur 5, sans l'influence des prélèvements. Il est calculé à partir du QMNA5 influencé en y ajoutant le débit actuel fictif de prélèvement agricole (voir définition ci-dessous) et le débit actuel fictif de prélèvement pour les usages autres que l'agriculture.

Le « **débit réservé** » est le débit minimal obligatoire d'eau que les propriétaires ou gestionnaires d'un ouvrage hydraulique (lac, plan d'eau, barrage, seuil, unité hydroélectrique...) doivent réserver au cours d'eau pour un fonctionnement des écosystèmes tout au long de l'année (et notamment en période d'étiage) ainsi qu'aux différents usages qui sont faits de la ressource en eau. Le débit réservé vise ainsi à garantir durablement et en permanence la survie, la circulation et la reproduction des espèces aquatiques ou dépendantes de l'eau.

Le « **débit disponible** » dans le cours d'eau pour les activités humaines, ou débit valorisable, correspond à la différence entre le QMNA5 (influencé) et le débit réservé.

Le « **débit prélevable pour l'agriculture** » est le débit de prélèvement qui est attribué à une sous-unité de gestion, qui permet d'adapter la capacité des pompages au débit des cours d'eau. Le débit prélevable pour l'agriculture permet le respect du débit réservé ou du débit minimum biologique à tout moment dans le cours d'eau. Sa détermination est présentée au paragraphe 3.1.5. »

D'après la compréhension de la commission d'enquête, plusieurs indices de référence sont utilisés, suivant les diverses instances à propos des débits d'étiage :

- La loi sur l'eau fait référence au débit réservé, défini comme 1/10 du débit moyen sur l'année, et appelé « module »,
- Les arrêtés « sécheresse » semblent correspondre au VCN3 (volume consécutif minimal pour 3 jours, est le débit minimal ou débit d'étiage des cours d'eau enregistré pendant 3 jours consécutifs sur le mois considéré),
- Le présent dossier utilise le QMNA5 décrit ci-dessus.

Par exemple, le CEVC relève que, « en cas de sécheresse le pompage peut mettre en danger la (sur)vie des espèces aquatiques. » (cf 6.1).

De même, la CLE Drac-Romanche (11.2) recommande d'accorder une vigilance aux nouveaux prélèvements en période d'étiage dans les cours d'eau de la Gresse et de l'Ebron afin de ne pas augmenter la sensibilité de ces derniers par rapport à la situation actuelle.

Enfin, le président de la communauté de communes des balcons du Dauphiné souligne que sur son territoire « la ressource en eau est parfois très vulnérable » et que « plusieurs cours d'eau semblent connaître des assecs de plus en plus fréquents et prolongés. » Il estime que « la part de responsabilité des prélèvements agricoles n'est pas à sous-estimer (...) avec jusqu'à plus de 2 fois les volumes des prélèvements d'eau potable sur certains secteurs pour les 4 mois d'été. »

**La commission d'enquête demande donc des explications sur les points suivants :**

- ➔ Quelle est la justification du choix du QMNA5 ? Comment peut-on le comparer au débit réservé (« module ») ?
- ➔ Quel sera le critère de référence utilisé en cas de crise ? Quelle sera l'automatisme des mesures de restriction dans ce cas ?
- ➔ Le règlement intérieur de l'OUGC permettra-t-il aux irrigants d'adapter rapidement leur pratique dans une telle situation ?
- ➔ En quoi cette nouvelle procédure permet-elle une amélioration significative de la qualité écologique des cours d'eau concernés ?

De nombreuses interrogations sur la situation particulière de cours d'eau ont été reportées :

- ➔ Le SAGE BLV souligne que aucune augmentation n'est possible car il n'y a pas d'inertie pour les cours d'eau. Le volume moyen 2003-2009 doit être le volume maximum. Un lissage sur 5 ans (comme prévu par l'étude d'impact) n'a pas de sens, car il faut préserver le débit réservé.
- ➔ Remarques de l'association Lo Parvi (5.5, 5.11)
- ➔ Remarques de l'association CECV (6.1)
- ➔ Remarques de l'association Le Pic Vert (8.1)
- ➔ Remarques de la FRAPNA (9.4, 9.5, 9.8, 9.9, 9.20)
- ➔ Réponse de la CLE Drac-Romanche (11.2, 11.9, 11.10, 11.11, 11.12)
- ➔ Contribution de la communauté de communes des balcons du Dauphiné (12.2, 12.3, 12.5, 12.8, 12.10, 12.13, 12.15, 12.16, 12.17, 12.19, 12.20, 12.21, 12.23, 12.24, 12.25, 12.26, 12.27, 12.29, 12.30, 12.31, 12.32, 12.33, 12.35, 12.36, 12.37, 12.38, 12.39, 12.40, 12.42, 12.43, 12.44).
- ➔ **La commission d'enquête demande qu'une réponse détaillée soit apportée à chacune de ces interrogations.**

## 6- Des considérations d'ordre général

### 6.1 Un dossier difficile d'accès pour un public non averti

Cette critique est revenue à plusieurs reprises au cours de l'enquête. La FRAPNA, par exemple, relève (9.15) que « *la forme du dossier le rend très difficile d'accès à un public non averti* » même si elle reconnaît que c'est un document intéressant et bien organisé. Son excessive technicité et les références à d'autres documents tout aussi techniques et également très volumineux n'en facilitent pas la lecture, d'autant (9.16) que « *la démarche qui sous tend ce document et qui était déjà engagée dans les études volumes prélevables, repose sur un certain nombre d'hypothèses et de notions qui vont largement au-delà de la compréhension d'un public non averti* ». De manière plus prosaïque, les commissaires enquêteurs ont pu se rendre compte, lors des permanences, que les personnes qui venaient consulter le dossier peinaient à trouver des réponses claires à leurs interrogations souvent localisées. Par exemple, sur le registre d'enquête de Grenoble Mme Bedot regrette de ne pas trouver « *la commune de Pressins sur l'atlas cartographique des prélèvements pour cette commune dans la base de données des prélèvements agricoles (annexe 4) et dans la base de données pour les usages autres que les prélèvements agricoles* ».

- ➔ La commission relève que divers contributeurs ne retrouvent pas dans le dossier, pourtant volumineux, des informations essentielles et notamment cartographiques, c'est la raison pour laquelle elle demande des compléments (voir le point 4 ci-dessus)
- ➔ La note de cadrage de la DDT de septembre 2014 fait explicitement référence à l'article R.122-5 du code de l'environnement, qui concerne le résumé non technique et en explicite

bien les attendus : « *un résumé non technique, exhaustif et pédagogique, est attendu de manière à être compris par un lecteur non averti. Il doit reprendre tous les volets de l'étude et se suffire à lui même pour comprendre le projet et son impact.* » Force est de constater que le document produit à l'enquête ne répond pas à ces objectifs, notamment en ce qu'il ne présente pas de manière synthétique les volumes soumis à autorisation par unité et sous-unité de gestion, en comparaison avec les volumes effectivement prélevés sur la période de référence (voir point 3 ci-dessus). C'eût pourtant été une présentation claire et didactique du projet et un moyen d'en apprécier les impacts, accessible à un public non averti.

## 6.2 Un besoin de transparence et d'une meilleure association des différents acteurs pour un diagnostic partagé de la ressource en eau

Cette nécessité d'une association étroite des acteurs pour arriver à un diagnostic partagé de la ressource en eau est récurrente, tant de la part d'associations qui ont mené des études sectorisées qui n'ont pas été intégrées au dossier, Lo Parvi notamment, (5.14), mais aussi de contributeurs institutionnels comme la CLE du SAGE DRAC-Romanche (11.5) qui rappelle qu'elle « *souhaite continuer à être membre du comité d'orientation de l'OUGC(...) et associée au comité technique s'il est fait état d'évolution de prélèvement sur le périmètre du Drac et de la Romanche.* » Le maire de Seyssins (7) appuie d'ailleurs cette demande en rappelant qu'il semble « *nécessaire de partager régulièrement les connaissances acquises, en cours d'acquisition ou restant à acquérir pour une meilleure représentativité de la réalité de la disponibilité de la ressource en eau et de tous les prélèvements sur le bassin du Drac.* »

De son côté, le président de la communauté de communes des Balcons du Dauphiné, qui regrette le manque de concertation antérieure, pendant la constitution du dossier d'étude d'impact (12.5), insiste sur la nécessité d'un partage d'informations « *dans un contexte où les intercommunalités sont de plus en plus amenées à traiter (...) cette question de la ressource en eau* »(12.6). Il estime qu'une discussion pour la mise en œuvre d'une étude volumes prélevables sur son territoire devrait s'engager (12.8) « *afin de disposer d'un état des lieux solides et de pouvoir apporter les éclaircissements nécessaires à l'utilisation de la ressource en eau* » et demande que la communauté de communes soit associée à la définition « *du plan annuel de pompages* » avec la Chambre d'Agriculture.

- ➔ La mise en place d'un arrêté unique pluriannuel pour l'irrigation devrait permettre à l'OUGC d'avoir une vision de long terme pour permettre aux agriculteurs irrigants de s'organiser de manière plus pérenne. En contrepartie, le partage de connaissances sur la ressource disponible et ses évolutions, a fortiori dans un contexte de changement climatique, paraît relever du bon sens. Si la Loi sur l'Eau n'impose la mise en place d'un OUGC que sur les secteurs de zones de répartition des eaux (ZRE) nécessitant des études volumes prélevables, le choix a été fait en Isère d'un OUGC couvrant la quasi totalité du territoire (et une partie de la Drôme pour respecter la logique de bassins versants). Cette démarche volontariste est louable, mais peut -elle être pertinente si elle ne s'accompagne pas d'une réelle association de tous les acteurs concernés pour s'inscrire dans une logique d'anticipation des évolutions et de prévention des conflits d'usage ?

### 6.3 L'absence de mesures d'adaptation au changement climatique

L'article L211.1 du code de l'environnement souligne qu'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau doit prendre en compte les adaptations nécessaires au changement climatique, et vise notamment la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau.

Plusieurs intervenants soulignent **l'absence de remise en cause** du modèle agricole très consommateur en eau (maïs, semences, noix) et d'actions d'adaptation au changement climatique. « *Dans l'esprit des gens, la ressource nappe est inépuisable* » confiait un des interlocuteurs auditionnés par la commission d'enquête. Le président de la Chambre d'Agriculture a quant à lui déclaré pendant les réunions publiques que « *Quelle que soit la production, il y aura toujours plus de besoins d'eau* » tout en soulignant les efforts réalisés ces dernières années par la profession agricole pour utiliser des techniques d'irrigation plus économes en eau.

Le SAGE Drac Amont fournit quelques données historiques :

- 70 ans de données au lac du Sautet. Perte de 10 % du débit moyen
- Les étiages d'été (forte réduction de débit) sont maintenant équivalents aux étiages d'hiver (débit en augmentation).
- Le débit du Drac est passé en période de sécheresse sévère de 5000 l/s à l'époque napoléonienne à 150 l/s ce dernier été !

Plusieurs intervenants demandent la mise en place d'indicateurs sur le changement climatique (par exemple un suivi des assolements).

M. Jean-Jacques Fiet (permanence à St-Marcellin), à travers les remarques 4.1, 4.4, 4.5 et 4.8, souligne l'importance du changement climatique et la nécessité « *d'aider et de conseiller les agriculteurs dans un changement de pratiques et de paradigme.* »

La FRAPNA (9.6) souligne aussi l'importance du changement climatique et ses effets sur la biodiversité aquatique.

La CLE Drac-Romanche (remarque 11.9) souhaite « *éviter tout conflit d'usage dans un contexte de changement climatique.* »

**La commission d'enquête souhaite donc des précisions sur les points suivants :**

- ➔ Compte tenu de la durée de l'autorisation demandée (10 ans), quels seront les indicateurs mis en place pour suivre le changement climatique ?
- ➔ Une prise en compte de ces évolutions climatiques est elle prévue, sur les aspects quantitatifs et qualitatifs, lors du bilan de l'AUP (par exemple à mi-parcours) ?
- ➔ Quelles sont les mesures d'aides et de conseils aux agriculteurs pour des changements de culture, de pratique et de paradigme pour économiser l'eau ?